

Unité départementale de Vendée
Unité départementale de la Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765
85020 La Roche Sur Yon Cedex

La Roche-sur-yon, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRAINEAU ENTREPRISE

ZI Les Blussières
16 rue Louis Lumière
85190 Aizenay

Références : D26.0128
Code AIOT : 0006300752

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement TRAINEAU ENTREPRISE implanté La Gombretière 85190 Aizenay. L'inspection a été annoncée le 13/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite porte notamment sur l'action nationale 2026 de contrôle de l'inspection des installations classées visant les installations de gestion des déchets des extractives (IGD).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRAINEAU ENTREPRISE

- La Gombretière 85190 Aizenay
- Code AIOT : 0006300752
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société traîneau est autorisée par un arrêté préfectoral en date du 11 août 2006 à exploiter une carrière à ciel ouvert de granit. Elle bénéficie également d'un arrêté complémentaire du 12 mars 2020 pour l'extension du périmètre de stockage des stériles, et d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 5 juillet 2023 pour l'extension des remblais d'inertes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN26 IGD
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
15	Plan de surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	Demande d'action corrective	1 mois
16	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 4.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
17	Surveillance des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 4.4.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Existence d'une installation de gestion de déchets	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 1 et 3	Sans objet
2	Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article Annexe VII	Sans objet
3	Validité du plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5 et 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Conformité du plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5 et 8	Sans objet
5	Prévention des accidents (SGS)	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 7 et Annexe VI	Sans objet
6	Prévention des accidents (Synthèse SGS)	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 7	Sans objet
7	Prévention des accidents (Plan)	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 9	Sans objet
8	Prévention des accidents (Communication du plan)	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 9	Sans objet
9	Aménagement des zones de stockage	Arrêté Ministériel du 20/04/2010, article 10	Sans objet
10	Gestion et suivi des zones de stockage	Arrêté Ministériel du 21/04/2010, article 17	Sans objet
11	Mesures de prévention et de maîtrise des risques de pollutions	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 19, 20 et 21	Sans objet
12	Fermeture d'installation et remise en état : couverture finale	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 26	Sans objet
13	Fermeture d'installation et remise en état : suivi et maintien	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 27	Sans objet
14	Fermeture d'installation et remise en état : conditions	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 27	Sans objet
18	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 3.5	Sans objet
19	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un plan de gestion de ses déchets d'extraction datant de moins de 5 ans. Ce plan et la visite de terrain confirment la présence de 2 zones de dépôts de stériles de découverte répondant à la définition d'une IGD (Installation de Gestion de déchets au sens de l'article 3, point 15, de la directive 2006/21/CE). La nature des déchets et les conditions de stockage ne constituent pas un stockage de catégorie A.

Des actions correctives sont attendues sur les points suivants :

- Précisions sur le bilan du suivi des retombées de poussières ;
- Détail sur les volumes d'eau d'exhaure rejetés ;
- Mise en place de la surveillance des rejets d'eaux au niveau du dépôt de déchets inertes Ouest.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 1 et 3
Thème(s) : Actions nationales 2026, Existence d'une installation de gestion de déchets
Prescription contrôlée : L'inspection a connaissance de l'existence d'une installation de gestion des déchets exploitée sur le site telle que définie aux articles 1 et 3 de l'AM du 19/04/10.
Constats : La carrière de roche massive doit effectuer un décapage superficiel des terrains pour atteindre le gisement. Ces matériaux de découverte sont entreposés sur deux zones du site: - sur la partie Sud-Ouest de la zone d'extraction (parcelles 43 et 45) - sur un terrain à l'Ouest de la carrière (parcelles 29 et 30) Ces deux zones sont identifiées comme étant des IGD. Ces zones de stockage de stériles sont identifiées dans le plan de gestion de déchets. Sur le reste de la carrière, incluant le stock important de sables, aucune autre zone n'est identifiée comme étant une IGD. Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article Annexe VII
Thème(s) : Actions nationales 2026, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Prescription contrôlée : 1. Définition de la catégorie A Une installation de gestion de déchets est classée dans la catégorie A, au sens du présent arrêté, si les effets, à court ou à long terme, d'une défaillance due à une perte d'intégrité structurelle ou des défaillances de fonctionnement ou d'exploitation d'une installation de gestion de déchets peuvent entraîner :

<p>a) Des conséquences graves sur les personnes physiques ;</p> <p>b) Des dommages graves sur la santé humaine et l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>Le classement en catégorie A s'apprécie au regard de trois critères :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le niveau de risque de perte d'intégrité des installations de stockage ; - la quantité de déchets dangereux présente dans les stockages ; - la quantité de substances et préparations dangereuses présente dans les bassins de résidus.
<p>Constats :</p> <p>La carrière ne dispose pas d'une zone de stockage de catégorie A.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Validité du plan de gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5 et 6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Validité du plan de gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans, et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets a été transmis à l'inspection en 2022 (1ère version reçue en février 2022, puis en octobre 2022).</p> <p>L'exploitant mettra à jour son plan de gestion en 2027.</p> <p>Cette prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Conformité du plan de gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5 et 8</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Conformité du contenu du PGD</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contenu du plan de gestion des déchets est conforme aux exigences applicables à l'installation telle qu'elle est connue de l'inspection avant inspection sur site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets d'extraction daté d'octobre 2022 a été communiqué à l'inspection. Il définit les grands principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les terres végétales seront stockées en cordons ou merlon. - Tous les déchets inertes du traitement produits sur la carrière seront utilisés pour la remise en état du site. - Dans un premier temps, ils seront stockés de façon aérienne et temporaire sur les zones non

<p>découvertes.</p> <p>- Les fronts de taille ne comporteront pas de talus, ils seront protégés par les merlons de sécurité. Les zones de stockage temporaires et long terme sont identifiées sur une cartographie. Cette prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des accidents (SGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 7 et Annexe VI
Thème(s) : Actions nationales 2026, Système de gestion de la sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation de gestion de déchets classée dans la catégorie A, conformément à l'annexe VII de l'AM, met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe VI de l'AM. L'exploitant affecte des moyens appropriés au système de gestion de la sécurité, proportionnés aux risques des installations. Il veille à son bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La carrière ne dispose pas d'une zone de stockage de catégorie A et n'est pas concernée par cette prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des accidents (Synthèse SGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2026, Synthèse système de gestion de la sécurité / Note synthétique au préfet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant présente une synthèse du système de gestion de la sécurité en annexe du plan de gestion des déchets et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les bilans mentionnés au point 6 de l'annexe VI de l'AM. Il transmet chaque année au préfet une note synthétique présentant les résultats de l'analyse définie au point 7-3 de l'annexe VI susmentionnée.</p>
<p>Constats :</p> <p>La carrière ne dispose pas d'une zone de stockage de catégorie A et n'est pas concernée par cette prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des accidents (Plan)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 9
--

Thème(s) : Actions nationales 2026, Élaboration du plan d'urgence/ plan d'opération interne
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation de gestion de déchets classée dans la catégorie A élabore un plan d'opération interne pour la gestion des situations d'urgence. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.
Constats : La carrière ne dispose pas d'une zone de stockage de catégorie A et n'est pas concernée par cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des accidents (Communication du plan)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan d'urgence/ plan d'opération interne
Prescription contrôlée : Ce plan est communiqué aux services de secours. Il est testé régulièrement et au minimum une fois par an. Il est annexé au plan de gestion et mis à jour à chaque révision de ce dernier.
Constats : La carrière ne dispose pas d'une zone de stockage de catégorie A et n'est pas concernée par cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Aménagement des zones de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2010, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2026, Aménagement et entretien des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant aménage ses installations de manière à remplir les conditions nécessaires, à court et à long terme, pour garantir leur stabilité et prévenir la pollution du sol, de l'air, des eaux souterraines ou des eaux de surface, pour assurer une collecte efficace des lixiviats et des eaux susceptibles d'être polluées dans les conditions prévues par l'autorisation.
Constats : La zone ancienne de stockage de stériles ne montre pas de signe d'instabilité. La végétation naturelle assure en grande partie cette stabilité. Les eaux de ruissellement y sont dirigées vers le fond de la zone d'extraction (futurs eaux d'exhaure). La nouvelle zone de stockage des stériles est plus récente. Elle a été aménagée par couches d'environ 5 mètres avec tassement naturel ("cylindrage"). Les pentes sont d'environ 45 à 50%. La

<p>hauteur maximale est de 15 mètres (altitude finale équivalente à l'ancienne zone). Ces stériles ont été déposés sur une arène granitique sans aménagement spécifique.</p> <p>L'exploitant laisse la végétation naturelle se développer, ce qui limite les éventuels envols (au besoin, l'exploitant dispose de moyens permettant un arrosage préventif).</p> <p>Les terres végétales qui ont été décapées ont été mises en partie en merlon au pied de ce nouveau dépôt de stériles.</p> <p>Ce nouveau dépôt de stériles plus récent présente un peu de ravinement lié aux pluies. Les merlons de terres végétales en limitent les effets. La topographie a créé un bassin de décantation naturel des eaux pluviales. Ces eaux s'infiltrant ou s'écoulent vers le ruisseau de la Boëre voisin. Cette prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Gestion et suivi des zones de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/04/2010, article 17</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Aménagement et entretien des zones de stockage (gestion et suivi)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'abandon, le rejet et le dépôt non contrôlé des déchets d'extraction sont interdits. Les zones de stockage de déchets sont exploitées de façon à assurer leur stabilité et en particulier à éviter les glissements profonds, les écroulements de parois, l'érosion par sape du pied, les ravinements et la dégradation des ruisseaux couverts. L'exploitant surveille la stabilité des digues, terrils et remblais lors de la phase d'exploitation et, plus généralement, les mouvements que peuvent subir les déchets, en recueillant régulièrement les informations suivantes, fixées en fonction de l'étude de dangers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le niveau de l'eau ou de boue dans le cas des digues de retenue ; - la qualité et le volume des eaux de percolation dans le cas des digues de retenue ; - la position de la nappe phréatique dans le cas des digues de retenue ; - la pression interstitielle ; - le mouvement des déchets, résidus et remblais susceptibles d'intervenir ; - le drainage sous le sommet et la géométrie des pentes/gradins dans le cas des terrils, etc. <p>Pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, les moyens de surveillance et de contrôle, tels que les mesures de suivi de la stabilité et de prévention des éventuelles déformations des remblais et des stockages de déchets, et plus généralement l'ensemble des mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, prescrites ou figurant dans le plan de gestion des déchets, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action.</p> <p>La fréquence des mesures initiales et de suivi est fixée par l'arrêté préfectoral en fonction des conditions d'exploitation et de la variation des paramètres mesurés. Les résultats font l'objet d'un enregistrement et d'un traitement permettant d'apprécier leur évolution. Les seuils significatifs (surveillance courante, surveillance renforcée, seuil d'alerte) sont indiqués clairement dans la synthèse des résultats de manière à permettre le déclenchement d'interventions (déclenchement du plan d'intervention par exemple). L'ensemble des résultats de mesure est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières ainsi que les émissions de gaz.</p>
<p>Constats :</p>

<p>La zone ancienne de dépôts des stériles ne montrent pas d'instabilité. Elle se situe à l'intérieur de la zone d'extraction et sera progressivement déplacée selon l'avancement de l'extraction.</p> <p>La nouvelle zone de dépôts des stériles est confinée par la topographie du terrain et la mise en place de merlons de terres végétales de découvertes.</p> <p>Ces zones font l'objet d'une ronde au moins mensuelle, incluant également la vérification de l'état des clôtures.</p> <p>Cette prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Mesures de prévention et de maîtrise des risques de pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 19, 20 et 21</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Pollution des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système de collecte, de traitement et d'évacuation des effluents et des eaux résiduares de l'installation de stockage ainsi que le programme de surveillance est conforme aux dispositions de l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral ne définit aucune prescription pour la surveillance des eaux de ruissellement liées aux dépôts de stériles. Le plan de gestion des déchets d'extraction ne précise rien non plus sur la collecte de ces eaux de ruissellement.</p> <p>L'inspection a proposé que l'exploitant réalise un prélèvement d'eau du bassin vu sur la zone Ouest de dépôt des stériles et réalise les mêmes analyses que celles prévues pour les eaux de la zone technique de la carrière.</p> <p>Cette prescription est considérée comme étant respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Fermeture d'installation et remise en état : couverture finale

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 26</p>
<p>Thème(s) : Autre, Installations en cours de fermeture</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les zones de stockage de déchets dangereux ne recevant plus de déchets, une couverture finale est mise en place pour limiter les infiltrations d'eau ou le ruissellement vers l'intérieur de l'installation de stockage au plus tard huit mois après qu'un stockage n'est définitivement plus utilisé selon le plan de gestion de déchets. Dans l'attente de sa mise en place, une couverture provisoire est installée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La carrière ne dispose pas de zones de stockage de déchets dangereux.</p> <p>En information complémentaire, les campagnes de découvertes se font tous les 2 ans environ.</p> <p>Aucune couverture n'est mise en œuvre au dessus des zones de dépôts de stériles non dangereux</p>

(développement de la végétation naturelle). Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Fermeture d'installation et remise en état : suivi et maintien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 27
Thème(s) : Autre, Installations en cours de fermeture
Prescription contrôlée : A la fin de la période d'exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture des installations, à son suivi et au maintien en opération, notamment les canaux de surverse et les déversoirs, sont démantelés et la zone de leur implantation remise en état.
Constats : La carrière n'est pas en fin d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Fermeture d'installation et remise en état : conditions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 27
Thème(s) : Autre, Installations en cours de fermeture
Prescription contrôlée : Les déchets d'extraction utilisés pour le remblayage des trous d'excavation à des fins de remise en état et de construction ne doivent pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, et ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines ou d'entraver le bon écoulement des eaux. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité physique de ces dépôts et applique une surveillance relative à l'impact de ces déchets sur le milieu.
Constats : La carrière n'est pas en fin d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Plan de surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : 19.9. Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions

<p>météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les dernières mesures d'empoussiérage (norme NFX 43-014) pour les périodes de janvier 2025, avril 2025, septembre 2025 et décembre 2025. La surveillance des retombées de poussières s'effectue de manière trimestrielle. Le résultat le plus élevé sur 2025 est de 442,4 mg/m²/j.</p> <p>L'exploitant met en œuvre 3 jauges type "Owen" pendant une durée d'un mois environ, dont 1 jauge servant de témoin (au Sud de la carrière, au domicile de son directeur). Ces jauges sont situées à moins de 1500 mètres de la source identifiée comme la plus émissive, à savoir les installations de traitement secondaires.</p> <p>L'exploitant met en œuvre son propre équipement, et effectue la pesée avec sa propre balance. Ces équipements n'ont pas été inspectés lors de la visite.</p> <p>Le bilan de synthèse présenté doit être complété par le calcul des moyennes glissantes nécessaires à la comparaison avec l'objectif de 500 mg/m²/j fixée dans l'arrêté ministériel. Ce bilan doit également être commenté tous les ans en s'appuyant sur l'ensemble des analyses, les conditions météorologiques lors des prélèvements, et de l'activité de la carrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met à jour son bilan des mesures de retombées de poussières, et le transmet à l'inspection complété par le calcul des moyennes glissantes nécessaires à la comparaison avec l'objectif de 500 mg/m²/j, et commenté en s'appuyant sur l'ensemble des analyses, les conditions météorologiques lors des prélèvements, et l'activité de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 16 : Gestion des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 4.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.4.2. Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)</p> <p>Les eaux d'exhaure et de ruissellement de la zone d'extraction s'accumulent dans un puisard placé au point bas du gradin inférieur, puis sont relevées par pompage et envoyées vers un bassin de décantation (surface minimale de 1250 m²) avant rejet par surverse dans un fossé longeant les bassins de décantation puis un busage présent sous la voie communale et enfin au milieu naturel. Les eaux décantées doivent servir d'appoint pour le lavage des matériaux, le lavage des engins ou les besoins d'arrosage spécifiques.</p> <p>Les eaux de ruissellement des parcelles les plus à l'ouest du site, après réalisation des travaux de découverte de ces terrains, rejoignent un fossé creusé à la base du tas de stérile, puis un second bassin de décantation (surface minimale de 20 m²) creusé à l'angle sud-ouest de la zone d'exploitation, avant leur rejet par surverse au milieu naturel.</p> <p>Un espace tampon de 10 mètres minimum est maintenu entre le tas de stériles et le ruisseau de la</p>

Boëre, afin d'éviter la chute des matériaux et une augmentation de la charge en MES dans le cours d'eau.
 Les eaux de ruissellement de la zone technique transitent par un bassin de décantation avant rejet au milieu naturel.
 (...)

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'un bassin de fond de carrière, équipé d'une pompe flottante. Les eaux sont pompées vers un bassin présent sur la zone technique.

Une partie des eaux récupérées servent à différents usages sur le site :

- arrosage des pistes
- nettoyage des bennes de camions
- fabrication de graves reconstituées humidifiées
- lavage des installations
- pulvérisation au niveau des installations de traitement
- appoint pour le lavage des gravillons

L'exploitant a transmis un état des consommations d'eau selon leurs usages. Le poste le plus consommateur est le lavage des camions (environ 123 000 m3).

La zone de dépôt de déchets d'extraction située sur la zone Ouest dispose d'un bassin de décantation des eaux (vu sur le site).

L'inspection a noté que le pilier de soutien de la bande transporteuse passant au dessus du ruisseau de la Boëre et du chemin de Beauchamp présentait des dépôts de sables pouvant se déposer dans ce ruisseau. Ce point avait déjà été observé lors d'une précédente inspection en compagnie des agents de l'Office Français de la Biodiversité. Une surveillance et un nettoyage de ce pilier doivent être mis en œuvre régulièrement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place une surveillance et un nettoyage régulier du pilier passant au dessus du ruisseau de la Boëre et du chemin de Beauchamp.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Surveillance des rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 4.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

(...)

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- > le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- > la température est inférieure à 30 °C;
- > les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105);
- > la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration

inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101);
 > les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).
 Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
 Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Le rejet s'effectue dans le ruisseau de la Boëre.
 Un contrôle semestriel de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel est effectué à tous les points de rejet par l'exploitant avec envoi d'un prélèvement pour analyse à un laboratoire agréé. Les paramètres PH, température, MEST, DCO, hydrocarbures totaux sont analysés.
 Les volumes d'eaux d'exhaure relevés par pompage sont mesurés et consignés mensuellement dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant justifie des modalités de prélèvements de ses rejets d'eau vers le ruisseau de la Boëre réalisés le 19 mai 2025 et 4 novembre 2025. Le laboratoire expédie à l'exploitant le flaconnage nécessaire par transporteur, qu'il récupère ensuite pour analyses. La fréquence semestrielle est respectée.
 Les résultats des analyses effectuées par un laboratoire accrédité sont conformes.
 L'inspection a indiqué que le bassin de décantation présent au bas de la zone Ouest de dépôts de stériles devra être intégré à cette surveillance.
 Les volumes d'eau réellement rejetés sont assez mal identifiés. L'exploitant dispose de différents moyens de pompage, depuis la fosse de fond carrière, puis du bassin avant rejet vers le milieu. Ces volumes doivent être calculés et n'étaient pas disponibles lors de la visite.
 Cette prescription est partiellement respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection doit intégrer le bassin de décantation présent au bas de la zone Ouest de dépôts de stériles avec la surveillance des rejets aqueux, en y effectuant des prélèvements semestriels (sauf absence justifiée d'un rejet).
 Le volume d'eau d'exhaure rejeté vers le ruisseau de la Boëre doit être disponible. L'exploitant met en place les moyens adaptés pour répondre à cet objectif.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2006, article 3.5

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 3.5. Plan d'exploitation

Un plan à une échelle n'excédant pas les 1/2500^{ème} doit être en permanence disponible sur la

<p>carrière. Sur ce plan sont reportées les indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> > les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; > les parois et les fronts de taille ; > les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, exprimées en m NGF ; > les zones remises en état ; > la position des ouvrages visés à l'Article 3.3. ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan topographique mis à jour en mai 2025. Ce plan dispose d'annotations manuelles représentant l'avancement des zones d'extraction. Cette prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Déclaration GERE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4</p>
<p>Thème(s) : Autre, GERE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;- la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;- les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.</p> <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p> <p>II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an.</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :- les quantités de déchets non dangereux générés par</p>

l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.

Cette déclaration comprend :- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée »;- la quantité par nature du déchet ;- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

III. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le « stockage, » transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage, l'incinération, le compostage, la méthanisation de déchets non dangereux ou le traitement de déchets non dangereux permettant de bénéficier de la procédure de sortie du statut de déchet déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage de déchets inertes déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les quantités admises et traitées sur le site. »

Cette déclaration comprend :- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée »;- la quantité par nature du déchet ;- l'origine géographique des déchets par nature du déchet ;- le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ;- les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L. 541-4-3.

IV. Dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets soumis à notification, l'exploitant indique en outre le numéro de notification. »

V. L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.

Constats :

L'inspection a constaté l'absence de données saisies sur l'application GEREP en 2023 et 2024. Toutefois, l'exploitant avait indiqué qu'il s'agissait d'une erreur de validation de sa part, et il avait transmis en parallèle les copies numériques des données.

La période de saisie pour la déclaration pour l'année 2025 est actuellement active. L'inspection a déjà constaté la saisie des données principales d'activité.

La quantité extraite déclarée pour 2025 est conforme à l'arrêté préfectoral (donnée confidentielle).

Cette prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite